

## DÉBAT

### **Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC**

Nous allons prendre deux ou trois questions. Je voudrais vous poser la première, qui se situe sur le plan diplomatique. Si mes chiffres sont exacts, ce dont je ne suis pas certain, les États-Unis et la Chine ensemble représentent à peu près 40 % des émissions. Et même un peu plus, me dit Laurent Fabius. C'est évidemment considérable. La question se pose donc de savoir si avec l'aggravation des tensions entre les États-Unis et la Chine une coopération peut demeurer entre les deux superpuissances de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. On a envie de dire : si oui, cela a une chance d'entraîner tous les autres. Sinon, il y a des chances que cela ruine l'ensemble de la construction diplomatique.

J'aimerais donc savoir comment vous vous situez par rapport à cette question qui entraîne naturellement aussi celle du diagnostic concernant les relations entre les États-Unis et la Chine.

### **Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel français, président de la COP 21, ancien Premier ministre de France**

Cette question, et je parle français avec plaisir, est évidemment fondamentale. D'abord, partons des chiffres qui sont toujours des juges de paix. D'après les derniers chiffres relatifs aux principaux pays émetteurs, nous pouvons constater les éléments suivants – il s'agit des chiffres bruts, car si nous les rapportons au nombre d'habitants, c'est évidemment un tout autre palmarès.

La Chine représente autour de 30 %. Les États-Unis se situent entre 14 et 15 %. L'Union européenne et l'Inde sont entre 7 et 8 %. La Russie représente autour de 5 %. Ensuite, vous avez le Japon, l'Iran, l'Arabie Saoudite. Voilà les ordres de grandeur. Il est donc évident qu'il n'y a pas d'action efficace possible si, d'une part, les plus grands émetteurs n'acceptent pas ces disciplines, et si d'autre part, ils n'entraînent pas les autres.

Jusqu'à présent, avec des hauts et des bas, il est resté une certaine coopération entre les Chinois et les Américains. Et l'Europe peut jouer un rôle bien utile parce qu'il est parfois plus facile pour tisser des compromis d'être à trois qu'à deux. Cette coopération s'incarne en particulier par deux hommes qui étaient présents à Paris et qui continuent à agir ; du côté américain, John Kerry, et du côté chinois, le ministre Xie Zhenhua. Ils sont, l'un et l'autre, convaincus de la nécessité d'agir. Et même au temps où la tension a été maximale entre les États-Unis et la Chine, ce contact a continué d'exister. Maintenant, dans le contexte général de tensions graves, et qui peut s'aggraver encore, cet effort joint continuera-t-il ? Je pense que c'est possible.



Cependant, il ne faut pas trop tenter la bête. Je m'explique. Il y a des modèles différents pour faire face au changement climatique. Par exemple, le modèle américain vient d'être illustré d'une façon claire par une loi qui nous pose des problèmes à nous, Européens, mais qui du point de vue de la lutte contre le changement climatique est positive. Elle s'appelle IRA. Elle favorise les technologies nouvelles, surtout lorsqu'elles sont produites aux États-Unis. C'est le modèle américain : encourager fortement les technologies nouvelles, et financer ce qui est fait aux États-Unis.

Les Chinois ont un modèle différent. Ils sont devenus les premiers, et de loin, par exemple en matière solaire. Ils réalisent de bonnes choses en matière de renouvelable. En revanche, ils affichent un bilan charbon lourd. Mais ils déclarent : « nous allons faire du charbon propre ». Reste à savoir ce que cela signifie exactement. Cependant, ils continuent ici ou là à subventionner des centrales à charbon, ailleurs.

Vous avez aussi le modèle européen. Nous avons, nous, décidé un « Green Deal ». Nous pensons à mettre en place des mécanismes d'ajustement sur les importations. C'est un autre modèle.

Il faut aussi penser aux autres pays qui aujourd'hui n'émettent pas beaucoup mais qui sont actuellement des victimes du réchauffement climatique, et qui dans le futur auront une grande importance. Je pense notamment à toute la zone africaine, où le modèle ne pourra être ni le modèle américain ni le modèle chinois. J'introduis une parenthèse : si nous ne finançons pas correctement, en particulier, ces pays-là, il va se produire ce qui a déjà commencé, c'est-à-dire qu'ils vont utiliser leurs ressources pétrolières et gazières, en disant : « vos promesses ne sont pas au rendez-vous ».

La question de Thierry de Montbrial était précise : la coopération continue-t-elle d'exister ? Actuellement, oui. Est-ce qu'elle pourrait résister à une détérioration de la situation ? C'est là qu'il faut faire intervenir les peuples. Bien évidemment, les régimes politiques sont divers. Et l'importance des populations dans les décisions qui sont prises varie selon les pays. Cependant, je crois qu'aux États-Unis, la nécessité à présent d'aller vers un modèle nouveau, notamment énergétique, est largement transpartisane. Quant à la Chine, il y existe une pression forte qui ne vise pas tant le changement climatique que la pollution. Les autorités chinoises sont amenées à prendre en compte les souhaits de la population.

Evidemment, le contexte international est beaucoup plus tendu qu'à l'époque où nous avons pu conclure l'accord de Paris. En tout cas, il faut faire en sorte au maximum que cette question internationale, intergénérationnelle et interdisciplinaire puisse échapper aux évolutions négatives de la situation internationale.

### **Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup. Je veux dire que j'étais ici même, il y a un peu plus d'un mois, dans une réunion assez restreinte, à laquelle John Kerry participait. Il a exprimé un point de vue plutôt optimiste, par rapport à la Chine, sur la question que je posais. Il faut dire que John Kerry est aussi un homme qui possède une formidable énergie. Il ne renonce à rien.

**Laurent Fabius**

Je confirme que John, qui est un ami, est d'un tempérament très optimiste.

**Thierry de Montbrial**

Voilà. C'est important aussi, pour les gens qui tiennent la barre. Nous prenons deux autres questions, malheureusement, car nous aurions envie de continuer très longtemps. Je donne la parole à quelqu'un qui ne l'a pas demandée, mais il ne l'a pas fait par pudeur. Il s'agit de notre spécialiste de l'énergie de l'Ifri. Voilà, il demande la parole, maintenant. Marc-Antoine Eyl-Mazzega. Puis, M. Pflüger.

**Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri**

Merci beaucoup. C'est un plaisir. Est-ce que vous auriez un conseil à donner à nos amis Émiratis qui vont donc accueillir cette COP ? Il faut quand même le dire : jusqu'à présent, ces COP se sont déroulées – enfin, celles qui comptent – au Nord. Du moins, dans ce qu'on appelle le Nord, chez nous, en Europe, pour tout un tas de raisons. Et là, avec l'Égypte, c'était arrivé en Afrique pour la première fois. Et puis là, ça arrive au Moyen-Orient, dans le « Global South », comme on l'appelle ici depuis deux jours.

Il s'agit ainsi d'un enjeu majeur. Vous l'avez vous-même affirmé, le pays est très avancé. Cela étant, l'enjeu diplomatique est majeur. Quels conseils de méthode, et puis d'objectifs, formulerez-vous, surtout dans la phase de préparation qui va être clé ? Et nous avons vu cette année-ci que la phase de préparation était très difficile, notamment la pré-session « On », qui n'était pas vraiment un franc succès. Les choses s'étaient ainsi mal engagées dès le départ, en réalité. Je vous remercie.

**Laurent Fabius**

Comme nos amis Émiratis sont à la fois des gens remarquables et de très bons diplomates, ils ont devancé votre question. Ils ont eu la générosité de me demander mon avis. J'ai commencé par dire – pas pour la formule de politesse, mais parce que c'est ma conviction – que chaque COP est différente. Il y a de vraies différences entre la COP de Paris dans un certain contexte, et celle qui aura lieu ici. Une fois cela dit, qui n'est pas seulement une précaution de langage, nous avons fait ensemble le tour des questions qui vont se poser.

La première : il est prévu que l'an prochain, lors de la COP qui sera donc la numéro 28, soit fait ce qu'ils appellent en bon français « global stocktake », c'est-à-dire un bilan de ce qui est fait et des engagements des uns et des autres. Il faudra qu'à l'occasion de cette COP de nos amis Émiratis, ce bilan soit délivré. Il permettra de savoir à peu près exactement où nous en sommes, car des choses très diverses se disent à ce sujet.

Deuxièmement, point de passage obligé : il faudra bien évidemment avancer sur la question financière, qui n'est pas la plus facile. D'une part, sur les fameux 100 milliards par an promis en 2009 et toujours pas délivrés. Nous en sommes, selon les spécialistes, à 83 milliards. Il faudra que l'on parvienne, quoiqu'avec plusieurs années de retard, à ces 100 milliards. Sachant que ceux qui paient, ce sont les pays du Nord. Il y aura donc un travail de conviction à faire.



Il y aura – toujours sur le plan financier – à donner un contenu à ce fonds, qui a été créé cette année à Charm-el-Cheikh, qui s'appelle Loss and Damage, qui doit être pourvu de bien davantage de financements. Évidemment, lorsqu'on tire le fil de la question financière, on s'aperçoit – je l'ai dit en quelques mots en anglais tout à l'heure – que vient la question du FMI, de la Banque mondiale, des Banques régionales, etc. Le Président Macron, avec la Première ministre de la Barbade, ont pris des initiatives pour que l'on avance sur ce sujet, qui est traité par ailleurs, largement. Si on veut que ce soit un succès, il va falloir, comme on le dit en bon français, « délivrer ». Cela pose trois questions au moins, qui ne sont pas faciles. Premièrement : qui est-ce qui paie ? Deuxièmement : qui est-ce qui reçoit ? Troisièmement : quels sont les canaux ?

Dernier point. Il se trouve que ce pays est à la fois un pays riche, un pays émetteur de CO2 et un pays qui a opéré une diversification déjà importante. Alors, comme je suis franc – candid, comme on dit en anglais – évidemment, un certain nombre d'observateurs vont dire : « Écoutez, un pays pétrolier qui organise une COP... ». Bon, vous prolongerez la comparaison tous seuls. Il faut affronter l'éléphant qui est dans la pièce.

Je pense que c'est l'état d'esprit de nos amis Émiratis, de dire : « Voilà ce que nous avons fait. Nous, nous croyons que les ressources traditionnelles ont une limite. Nous avons engagé une diversification. Nous avons notre voix propre. Et nous voudrions, action à l'appui, que ce soit dans cet esprit que soit menée la COP 28. »

Ensuite, la dernière chose que j'ai dite à nos amis Émiratis, d'expérience, c'est que ce qui est décisif pour qu'une COP réussisse, c'est que soit créée la confiance entre tous ceux qui participent, c'est-à-dire 196 pays dans le monde, et ceux qui animent la COP. Cela demande un travail considérable. Cela demande qu'on ne soit pas seulement l'interprète de son propre pays, mais l'interprète de la communauté mondiale, qui comprend des pays pauvres, de petites îles, des pays réticents, etc. Voilà quelques éléments, pour répondre à votre question.

### **Thierry de Montbrial**

Merci infiniment. Alors, comme le temps passe, et je crois que les cuisines m'ont fait signe car elles ne veulent pas attendre trop longtemps, je vais donner la parole à un pays voisin de la France qui a choisi la voie du charbon : Friedbert Pflüger.

### **Friedbert Pflüger, directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH**

Mr. Prime Minister, you referred to the IRA in the United States and we tend to see this new law with a huge subsidy of USD 380 billion in the energy sector as an enormous challenge to all of us. However, instead of complaining and saying it is protectionism, in my view, we should do something very similar in Europe. That is not, as you said, just look to ambitious aims in the long term but to unleash the powers of new technologies. We have so many great engineers and researchers here, and we have every chance to fight climate change with technology. However, to unleash these abilities and put them into markets, and to do it this way rather than by micromanagement in the directions générales or the ministries of our countries, that I think is a concept we can learn from the United States. When they unleashed

the shale revolution and got rid of coal, they did more for climate than we have done with all our regulations. Now they have unleashed small nuclear, carbon capture and storage, carbon capture and use, they have new technologies in the field of direct air capture, and in synthetic fuels. What is Europe doing? We are banning the combustion engine, and nobody wants the combustion engine to use fossil fuels. However, if they use synthetic fuels, and you can produce them here in Abu Dhabi, for instance, why not continue with our wonderful European abilities and keep the combustion engine? Less bureaucracy and less micro-management and more market and more technology, that is the recipe if we want to fight climate change.

### **Laurent Fabius**

Je pense que ce discours, si vous le teniez en France, plairait assez. Par rapport à la loi qui a été votée aux États-Unis, vous avez vu sans doute que le Président français était récemment invité aux États-Unis, où il a soulevé les difficultés qui y étaient liées pour les entreprises européennes, y compris allemandes d'ailleurs, si des décisions n'étaient pas prises. Alors, quelles peuvent être ces décisions ? La décision à laquelle, j'imagine, le Président français pensait, c'est de considérer comme c'est le cas pour le Canada et le Mexique que les entreprises européennes pouvaient recevoir le Label américain. Évidemment, en tant que Français, j'en serais ravi. Je n'ai pas trouvé cela immédiatement dans les propos du Président Biden. Cependant, la force de conviction permet peut-être de l'espérer. C'est une première dimension.

La deuxième possibilité, c'est celle que vous avez énumérée. C'est-à-dire qu'on dégage des sommes suffisantes pour qu'il y ait un encouragement à toute une série de technologies. Nous avons aussi de bons innovateurs, de bons chercheurs, de bons industriels. Mais là, c'est une voie qui se heurte à un certain nombre de difficultés, notamment venant de l'Allemagne.

Je ne serais pas tout à fait d'accord avec vous, par expérience, pour opposer à ce point l'État et les entreprises, et pour présenter les États-Unis comme étant un pays où l'État ne fait pas grand-chose et les entreprises font tout, etc. L'une des caractéristiques des sociétés modernes qui réussissent, c'est que tout le monde tire dans la même direction, et que l'État apporte son concours. Je distingue l'État, bien sûr, et la bureaucratie.

Il est vrai qu'il existe un risque – et ce sera un gros risque – que nous pensions, nous, Européens, nous en sortir uniquement avec des normes et des droits de douane. Par expérience, je crois que cela ne peut pas fonctionner.

En tout cas, votre question a un grand mérite. Elle montre que, d'abord, il y a une difficulté considérable ; ensuite, que nous avons des ressources. Charge à nous, à nos dirigeants, de savoir bien les mobiliser. Je disais tout à l'heure que l'on me demande souvent si je suis pessimiste ou optimiste. Le challenge, il est devant nous. On ne peut pas l'éviter. Donc, il faut faire en sorte, par les meilleures attitudes possibles, de relever ce défi-là. Et l'Europe est une force mais encore faut-il convaincre les autres Européens.

Vous allez pouvoir maintenant continuer cet excellent repas. Merci.



**Thierry de Montbrial**

Merci à vous.